

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Une nouvelle carte électorale de l'Empire allemand d'après les élections du Reichstag de 1907

Journal de la société statistique de Paris, tome 48 (1907), p. 297-304

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1907__48__297_0

© Société de statistique de Paris, 1907, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

UNE NOUVELLE CARTE ÉLECTORALE DE L'EMPIRE ALLEMAND

D'APRÈS LES ÉLECTIONS DU REICHSTAG DE 1907 (*Suite et fin* [1])

3° *Les progressistes.* — L'autre grande fraction du parti gouvernemental est constituée par les progressistes ; c'est ainsi que nous désignons les représentants des deux groupes appelés *Freisinnige Vereinigung* et *Freisinnige Volkspartei* (union libérale et parti populaire libéral) qui correspondent en effet à l'ancien parti progressiste. Ce parti a eu de curieuses vicissitudes. Pendant longtemps, durant toute la période bismarckienne, avant et après 1870, tant au Landtag de Prusse qu'au Reichstag, les progressistes formaient l'opposition de gauche presque exclusive et, comme les *Sozial-Demokraten* aujourd'hui, ils se recrutaient de préférence dans les centres populeux. De 1871 à 1881, ils détenaient près de la moitié des *Wahlkreise* des grandes villes et ils formaient encore toute la députation de Berlin. Les élections de 1884 leur donnent le maximum de leurs sièges (67) et 1 million de voix (997 000), autant que les nationaux-libéraux ; comme parti d'opposition, leur force numérique ne le cédait alors qu'à celle du centre. Mais, aux élections de 1887, c'est surtout contre eux que s'exerce la politique gouvernementale, et, sans perdre presque rien de leur clientèle électorale, ils se voient enlever plus de la moitié de leurs mandats au bénéfice surtout des nationaux-libéraux qui, comme nous venons de le dire, reprennent alors un essor nouveau pour défendre les projets militaires de l'Empire. Ils se relèvent, il est vrai, en 1890, en prenant leur revanche sur les nationaux-libéraux et arrivent au chiffre de 1 160 000 suffrages qu'ils n'avaient jamais atteint précédemment. De 32 sièges, ils passent à 66, retrouvant ainsi leur effectif de 1884, tandis que les nationaux-libéraux tombent de 99 à 42. Mais, désormais, les progressistes sont menacés par les socialistes ; ils se divisent en deux fractions et oscillent entre la politique ministérielle et l'opposition. La chute de Bismarck a marqué pour eux la fin de l'opposition irréductible. Mais les socialistes leur enlèvent la clientèle des grandes villes : c'est à peine si, en 1893, ils y gardent encore une demi-douzaine de sièges et ils ont perdu toutes les circonscriptions de Berlin, sauf une. De 1893 à 1903, ils perdent près de 200 000 suffrages et, à ces dernières élections, ils ne réunissaient que 781 000 voix avec une trentaine de mandats. Mais la situation a changé aux dernières élections : les progressistes, cette fois, lient définitivement partie avec le gouvernement ; ils forment la gauche du nouveau cartel, tendant ainsi à remplacer le centre, exclu de la majorité gouvernementale. Les progressistes arrivent à 1 081 000 suffrages, dont 736 000 pour le parti populaire libéral, et le total de leurs mandats est de 42. Ils ont donc, dans le Reichstag actuel, la même valeur numérique que les socialistes. Parti protestant, comme les nationaux-libéraux — quoique plus attachés aux prérogatives parlementaires — les progressistes se recrutent nécessairement dans les collèges électoraux de majorité

(1) Voir numéro d'août du Journal, page 258.

protestante. Plus de la moitié de leurs électeurs appartiennent à la région de l'Est (585 000) ; dans le Sud, ils ne sont que faiblement représentés ; mais, dans l'Ouest, ils disputent aux socialistes les districts industriels protestants : ils y ont gagné près de 140 000 suffrages en 1907. Ils font surtout de remarquables progrès dans la Saxe prussienne et certains petits États (Oldenbourg, Brême, etc.).

De plus, par leur caractère plus démocratique, ils ont pu lutter avec succès contre les socialistes dans les grandes villes. Ils y possèdent aujourd'hui 9 mandats, plus qu'aucun des autres partis bourgeois ; ils ont repris aux *Sozial-Demokraten* Königsberg, Breslau (Ouest), perdus depuis 1890 et 1893, Halle, Francfort-sur-le-Mein (perdu depuis 1884), Brême ; il s'en est fallu de très peu qu'ils ne reprissent Lübeck et ils se maintiennent toujours dans la première circonscription de Berlin, soutenus par les conservateurs. Dans l'ensemble des villes de plus de 100 000 âmes, ils recueillent 418 000 voix, soit 38,74 % de leurs suffrages. De 1904 à 1907, aucun parti bourgeois n'a fait plus de progrès dans les grandes circonscriptions et la résurrection des progressistes dans les villes a été pour les socialistes une des causes les plus sérieuses de leur échec.

Comme les nationaux-libéraux, les progressistes obtiennent la majeure partie de leurs suffrages dans les circonscriptions moyennes ; aussi ne détiennent-ils que 10 sièges dans les *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants.

4° *Autres partis*. — Nous venons de passer en revue les grandes fractions du groupe gouvernemental ; mais, sur ses ailes de droite et de gauche, il y a quelques petits partis qu'il ne faut pas omettre et dont l'appoint avec une majorité aussi faible que celle du Reichstag n'est, en effet, pas négligeable. Mais ces partis n'ont qu'un nombre de voix restreint et leur action est toute localisée. Ainsi, l'Union des paysans, l'Union des agriculteurs, le parti populaire du Sud n'ont une clientèle que dans le Sud. Ce dernier parti, qui ne compte que 7 mandats et 138 000 voix, surtout dans le Wurtemberg, est le survivant de l'ancien parti républicain si influent il y a soixante ans et aujourd'hui rallié au gouvernement de Berlin.

Parmi ces fractions politiques, celle qui semble la plus forte, c'est le parti appelé antisémite : il a obtenu 310 000 voix et 20 mandats. Ce parti est celui du célèbre pasteur Stöcker, assez suspect, du reste, au pouvoir aujourd'hui. D'ailleurs, les antisémites se dénomment aussi séparément parti de réformes, parti social-national, parti chrétien-social, parti des classes moyennes (*Mittelstandpartei*), etc. Mais l'influence du parti est demeurée toujours restreinte aux pays protestants de l'Allemagne médiane : royaume de Saxe et Hesse prussienne et grand-ducale (Stöcker est député de Siegen dans la Hesse prussienne). Il est assez curieux d'observer que, soit dans les pays catholiques du Sud et de l'Ouest, soit dans les pays protestants du Nord, le parti antisémite n'existe pour ainsi dire pas.

B) LES PARTIS DITS D'OPPOSITION

1° *Le centre*. — Les deux principaux groupes de l'opposition parlementaire sont aujourd'hui — au moins au point de vue officiel — le centre catholique et les socialistes. Le centre, malgré la guerre à lui déclarée par le chancelier, n'en est pas moins demeuré le premier parti au Reichstag et le deuxième dans le pays par sa force numérique. Loin de perdre à n'être plus considéré comme parti gouvernemental, il a plutôt gagné de nombreuses recrues. Il arrive au total de 2 180 000 suf-

frages, en avance de plus de 300 000 sur 1903. Dans l'opposition, c'est lui qui a le plus gagné; sa masse électorale équivalait au cinquième des suffrages exprimés. Déjà, de 1898 à 1903, il avait réalisé un gain de 400 000 voix. Avec ses 101 sièges, le centre est le parti prépondérant au Reichstag et, à la différence des autres partis, qui ont connu bien des vicissitudes, le centre est d'une stabilité extraordinaire. On peut dire que, depuis plus de trente ans, sa force parlementaire est demeurée constante. C'est en 1874 que, sous la menace du *Kulturkampf*, le centre se constitua en parti catholique indépendant; or, depuis cette époque, il a toujours compté de 90 à 100 et quelques représentants; ce chiffre n'a presque pas varié. La situation électorale du parti est, en effet, presque adéquate à la situation religieuse. Il y a, dans l'Empire, 145 circonscriptions de majorité catholique. Elles sont représentées par 101 membres du centre auxquels on peut ajouter les 20 Polonais, 11 Alsaciens-Lorrains, soit 132 catholiques. Il reste donc bien peu de place pour les autres partis : 6 nationaux-libéraux, 2 du parti de l'Empire, 2 conservateurs et 3 socialistes. Encore ceux-ci n'ont-ils été élus à Munich (banlieue), Wiesbaden et Strasbourg que par le concours des catholiques hostiles aux libéraux protestants. Ainsi, le pays électoral catholique est difficilement entamé par les autres partis. Dans les 145 circonscriptions dont nous parlons, le centre recueille presque tous ses suffrages, environ 1 800 000 (1 766 000 exactement) sur 2 180 000, soit 81,14 % de ses suffrages; encore faudrait-il y ajouter la plupart des voix données aux Polonais et aux Alsaciens-Lorrains. Dans l'ensemble des *Wahlkreise* de majorité protestante, le centre ne totalise donc que 414 000 voix ou 18,86 % de son effectif.

La stabilité du centre se manifeste encore par un autre fait, c'est que, sur les 101 sièges qu'il possède dans le Reichstag actuel, les trois quarts (76) n'ont jamais cessé de lui appartenir depuis 1874 et, parmi les autres, quelques-uns (4) ne lui ont été enlevés, notamment en Silésie, qu'aux dernières élections, par les Polonais, mécontents de l'attitude trop bienveillante du centre à l'égard du gouvernement dans le conflit prusso-polonais; c'est ainsi que l'ancien président du Reichstag, comte Ballestrem, a été évincé. Dans presque toute la Prusse rhénane (sauf le district de Düsseldorf) et une partie de la Westphalie (district de Munster), dans les provinces de Haute et Basse Bavière, de Souabe, dans les districts catholiques de Silésie et Prusse occidentale, les candidats du centre triomphent de façon ininterrompue et presque sans lutte.

C'est évidemment dans l'Ouest et le Sud que le centre recrute surtout ses représentants. Dans l'Ouest, il recueille près de la moitié de ses suffrages (1 050 000); mais il n'est pas le parti prépondérant, en raison de la forte situation des socialistes, et nous avons vu aussi que les nationaux-libéraux y occupent de solides positions. Dans le Sud, le premier rang appartient sans contestation au centre; il y a rassemblé 890 000 voix et, avec l'appoint des voix alsaciennes, il dépasserait le million. Dans la Bavière, il a la majorité absolue sur les autres partis; à Bade, la majorité relative; dans le Wurtemberg, il est encore le plus fort des partis bourgeois. Dans l'ensemble des mandats obtenus par le centre, soit 101, il y en a 42 dans l'Ouest, dont 27 pour la Prusse rhénane et 51 — la moitié — dans le Sud, dont 34 pour la Bavière. Dans ce dernier pays, la députation, pour ses trois quarts (34 sièges sur 46), appartient au centre.

Le centre tire aussi profit des petites circonscriptions — moins assurément que les conservateurs — mais plus que les partis libéraux et les socialistes. Dans le total

des 86 *Wahlkreise* de moins de 100 000 habitants, le centre occupe 26 sièges. Sur les 145 circonscriptions de majorité catholique, 36 (24,8 %) appartiennent à la catégorie des petites circonscriptions. Cette proportion n'est que de 20 % parmi les collèges électoraux de majorité protestante. Au contraire, il y a peu de circonscriptions populeuses de majorité catholique ; sur les 50 *Wahlkreise* revenant aux villes de plus de 100 000 habitants, il n'y en a que 10 de majorité catholique : les deux circonscriptions de Cologne et de Munich, celles de Düsseldorf, Essen, Crefeld, Aix-la-Chapelle, Posen et Strasbourg. Leur population électorale totale n'est que de 510 000 unités ou 15 % de l'ensemble des électeurs des grandes villes. Aussi, dans l'ensemble de ces circonscriptions, le centre avec 318 000 suffrages est-il moins fort que les nationaux-libéraux et que les progressistes, mais beaucoup plus que les conservateurs et la *Reichspartei* réunis. De 1903 à 1907, il a gagné, dans ces agglomérations, 50 000 voix. Sa situation, plus localisée, est aussi plus solide. Tandis que les autres partis ont eu, dans les grandes villes, des fortunes très diverses, que les conservateurs purs en ont été éliminés, le centre y détient encore 6 mandats. Son effectif, du reste, n'y a jamais été supérieur à 8 (le centre a perdu les deux circonscriptions de Munich) ni inférieur à 5. Les 6 collèges urbains où triomphe le centre n'ont jamais cessé (sauf Essen, pendant une législature), de lui appartenir, ce sont les grandes villes de la région rhénane : Cologne (2 sièges), Crefeld, Aix-la-Chapelle, Düsseldorf et Essen.

Ainsi, dans les grandes villes comme dans l'ensemble du pays catholique, nous retrouvons la même stabilité du centre ; c'est là sa force et c'est pourquoi, bien ou mal vu du gouvernement, il faudra toujours compter avec lui.

2° *Les socialistes*. — Nous arrivons maintenant au parti anti-gouvernemental par excellence ou réputé comme tel, aux *Sozial-Demokraten*. Malgré leur échec aux dernières élections, ils n'en ont pas moins vu encore progresser le total de leurs suffrages, phénomène constant depuis la fondation de l'Empire. A chaque renouvellement du Reichstag, en effet, leurs voix ont augmenté, sauf en 1881, moins à cause de leur échec qu'en raison d'une lutte électorale peu active. Mais le parti a connu des vicissitudes dans sa représentation parlementaire.

Il y a trente-six ans, ses débuts étaient modestes : 124 000 voix et deux sièges, ceux de Glauchau et Zwickau dans le royaume de Saxe. Mais, dès 1874, les socialistes comptaient 9 représentants et triplaient presque le nombre de leurs suffrages. Ils le quadruplaient en 1877 (493 000 voix) et ils recueillaient 12 mandats, dont 7 dans le royaume de Saxe ; déjà, deux circonscriptions de Berlin leur appartenaient. Mais le parti subit alors une dépression dans le mouvement de réaction qui suivit les attentats de Hödel et Nobiling sur l'empereur Guillaume I^{er}, état d'esprit dont profita Bismarck pour effectuer une dissolution. Aux élections nouvelles (1878), les *Sozial-Demokraten* ne perdirent que peu de suffrages (ils en obtinrent 437 000), mais ils n'eurent plus que 9 sièges au Parlement.

Bientôt, dès 1881, ils reprennent leur marche en avant et les élections de 1884 leur donnent 24 mandats avec 550 000 voix. Sur les 50 *Wahlkreise* des villes actuelles de plus de 100 000 habitants, ils en détiennent déjà 15. Mais, avec les élections de 1887 et la question du septennat militaire, le parti éprouve un nouveau recul. Cette fois, les socialistes perdent plus de la moitié de leurs sièges, surtout au bénéfice des nationaux-libéraux. Notamment, ils sont évincés de la Saxe, leur terre de prédilection. Cependant, au milieu de cette défaite, le total de leurs suffrages s'est

accru de plus de 200 000 et atteint un chiffre de 763 000. A partir de ce moment, ils ne cessent de voir grossir le nombre de leurs voix et de leurs mandats législatifs. En 1890, ils occupent 35 sièges (dont 25 dans les grandes villes) et avec un nombre de voix presque double qu'en 1887 (1 427 000) ; ils sont déjà le parti le plus nombreux dans l'Empire : ils le sont demeurés depuis. Aux élections de 1893 et 1898, leur effectif est successivement de 44 et 56, et à cette dernière date ils sont devenus le parti le plus considérable du Reichstag, après le centre. Enfin, leur triomphe aux élections de 1903 porte leur nombre à 81 et le total de leurs électeurs atteint 3 087 000. Ils étaient de beaucoup le parti le plus fort de l'Empire : leurs voix formaient 31,7 % des suffrages exprimés. Sur les 50 sièges des villes de plus de 100 000 âmes, 37 leur appartenaient, soit presque la moitié de la représentation socialiste au Reichstag. Ils avaient conquis les grandes cités maritimes, Hambourg, Brême, Lübeck, Kiel, Altona, Stettin ; les centres industriels de l'intérieur, Magdebourg, Hanovre, Leipzig, Breslau ; les capitales impériale et royales, Berlin, Munich, Dresde, Stuttgart, etc. A Berlin, ils étaient maîtres de 5 collèges électoraux sur 6 et il s'en était fallu de fort peu qu'ils ne tinssent le premier, le Berlin central et officiel, qui, du reste, leur a toujours résisté.

Devant un pareil succès, les *Sozial Demokraten* se flattaient d'un progrès ininterrompu dans l'avenir : ils auraient la majorité dans le prochain Reichstag. L'accroissement de la population surtout au bénéfice des grandes villes semblait devoir assurer sans obstacle leur triomphe. « Quand l'Empire aura soixante millions d'habitants, disait, paraît-il, un jour, un chef de la *Sozial Demokratie*, nous serons les maîtres. » Or, l'Empire compte maintenant ses soixante millions et au lendemain du recensement qui les enregistre, c'est une défaite qu'éprouvent les socialistes. La cause en est connue et nous n'avons pas à y revenir : c'est la résurrection des partis bourgeois bien décidés à se défendre et la défection partielle de l'élément protestant à la *Sozial Demokratie*. N'est-ce pas un fait significatif que, sur les 43 circonscriptions perdues par les socialistes, il n'y en ait qu'une de religion catholique ? Nous avons déjà vu que sans l'appoint des voix du centre, dans quelques collèges du Sud et de l'Ouest, ils auraient perdu encore plusieurs sièges et leur effectif réduit à 35 représentants eût été ramené à son chiffre de 1890. Ils subissent une défaite très sensible dans la Saxe qui leur avait donné 22 mandats sur son total de 23, il y a quatre ans et qu'on appelait alors le Royaume Rouge ; ils y perdent 14 sièges en 1907. Leur recul est également notable dans la Hesse, la Silésie et les États de Thuringe. Ils sont évincés de nombreux districts qu'ils croyaient avoir définitivement conquis et 14 mandats leur échappent dans les grandes villes. Ils se maintiennent sans doute à Berlin et Hambourg ; mais ils perdent les villes maritimes, Brême, Stettin, Dantzig, Königsberg et ils ne conservent Lübeck qu'avec beaucoup de peine. Ils sont également éliminés des villes industrielles, Magdebourg, Leipzig, Halle, Breslau, Brunswick, Francfort, etc., des capitales royales, Munich, Dresde.

Toutefois, le recul des *Sozial Demokraten* a le même caractère aujourd'hui qu'en 1887. Ils voient sans doute diminuer leurs sièges, et, du second rang parmi les partis au Reichstag, ils descendent au cinquième, mais le total de leurs suffrages augmente dans le pays et atteint 3 259 000, en plus-value de 249 000 sur 1903, gain appréciable assurément, mais moindre cependant que ceux des différents partis bourgeois tels que nous les avons vus plus haut.

C'est toujours dans l'Ouest industriel que la *Sozial Demokratie* recrute le plus grand nombre de voix : 1 525 000, soit 46,76 % de ses suffrages. C'est encore un gain de 75 000 voix sur 1903, mais elle y perd 24 mandats ; elle n'y compte plus que 18 sièges au lieu de 42, en raison surtout de ses défaites en Saxe. Dans l'Est, la *Sozial-Demokratie* tombe de 26 à 14 mandats : elle y demeure cependant encore, comme dans l'Ouest, le parti prépondérant, grâce à l'appoint de Berlin et Hambourg. Dans le Sud, les socialistes maintiennent mieux leur position (41 sièges encore au lieu de 13) grâce au concours des catholiques ; mais c'est le centre qui y est toujours le parti le plus considérable.

Mais l'augmentation même des voix socialistes dans l'ensemble ne va pas sans quelque réserve. Pour la première fois depuis 1893, ils sont presque de pair dans les grandes villes avec les différents partis bourgeois (le centre compris). Nous donnons ci-dessous le tableau (n° IV) des suffrages obtenus par les divers partis dans les villes de plus de 100 000 habitants aux élections parlementaires de 1893, 1898, 1903 et 1907. Jamais la différence entre le total des voix socialistes et celui des suffrages contraires n'a été aussi minime : elle n'est même pas de 1 % (exactement 0,60 %) sur le total des suffrages exprimés, alors qu'elle était de 9,07 % en 1903. Aux élections de 1898 l'ensemble des partis bourgeois, d'une part, et les socialistes, d'autre part, réalisaient presque le même bénéfice électoral ; il était respectivement de 121 000 et 124 000 suffrages. Mais en 1903, le premier groupe ne gagnait que 187 000 voix, tandis que les *Sozial-Demokraten* en obtenaient 304 000 de plus qu'en 1898. Au contraire, en 1907, la plus-value électoral des socialistes s'abaisse à 236 000 suffrages ; celle des partis bourgeois s'élève à 410 000. C'est donc là — au moins relativement — un recul très sensible des socialistes. Et ils ne peuvent soutenir que les électeurs nouveaux viennent nécessairement à eux. En effet, de 1903 à 1907, la liste électorale des grandes villes s'est augmentée de 386 000 unités nouvelles. Cela dépasse de beaucoup le gain de 236 000 voix qui est celui des *Sozial-Demokraten*, en admettant même que celles-ci — hypothèse purement théorique — proviennent exclusivement de nouveaux électeurs. Cette régression relative des socialistes dans les villes importantes n'est pas compensée par un progrès dans le reste de l'Empire. Leur bénéfice de 249 000 suffrages sur 1903 ne représente guère que leur plus-value dans les grands centres, 236 000. Pour tout l'Empire (grandes villes exceptées) cela ne fait qu'un gain de 23 000 voix et il y a eu 433 000 électeurs nouveaux. Ce sont ces divers phénomènes qui doivent mériter surtout l'attention, car, mieux que le chiffre total des voix et des sièges, ils permettent de mesurer à sa valeur la défaite des *Sozial-Demokraten*.

TABLEAU N° IV

Répartition des suffrages dans les villes ayant actuellement plus de 100 000 habitants, aux élections du Reichstag, depuis 1893

Date des élections	Conservateurs et Parti de l'Empire	Nationaux-Libéraux	Progressistes	Centre catholique	Total des partis bourgeois	Socialistes	Accroissements	
							des partis bourgeois	des socialistes
1893. . .	181 000	212 000	132 000	162 000	687 000	746 000	»	»
1898. . .	163 000	212 000	223 000	209 000	807 000	870 000	120 000	124 000
1903. . .	138 000	326 000	252 000	268 000	984 000	1 174 000	177 000	304 000
1907. . .	178 000	480 000	418 000	319 000	1 395 000	1 411 000	411 000	237 000

3° *Autres partis d'opposition.* -- A côté des grands partis il faut placer d'autres fractions de l'opposition parlementaire, peu réductibles et qui ont du reste un caractère plus national que politique : Polonais, Alsaciens-Lorrains, Danois.

Les Polonais qui rarement dépassèrent 250 à 300 000 voix, en obtiennent plus de 400 000 en 1907, par protestation contre les persécutions prussiennes dans l'Est. Leur recrutement se fait exclusivement dans les pays slaves de Posen, Prusse occidentale et Silésie. Ailleurs, ils recueillent aussi quelques suffrages, car il y a à Berlin et dans l'Ouest (Westphalie et Prusse rhénane) des colonies polonaises issues de l'immigration.

Il est assez curieux de suivre les vicissitudes du groupe alsacien-lorrain. Lorsque, en 1874, le pays d'Empire envoya au Reichstag sa première députation, celle-ci tout entière (15 membres) fut protestataire, élue par 235 000 suffrages. Aux élections suivantes, le parti protestataire fut, il est vrai, entamé par la propagande autonomiste et fut réduit à 10 membres. Mais il se retrouva intact en 1881, 1884, 1887, date à laquelle il recueillit encore le même nombre de voix qu'en 1874 (234 000). Aujourd'hui il y a une tendance au rapprochement avec les autres partis de l'Empire ; du reste, les candidats dits Alsaciens sont plutôt autonomistes que purement protestataires. Tel quel, le groupe alsacien-lorrain peut revendiquer tous les sièges du pays sauf deux aux socialistes, un au parti d'Empire, un autre au centre.

Les Danois ont toujours gardé la circonscription de Sonderburg ; parfois cette représentation a été accrue d'une unité, mais rien de plus : le total de leurs voix n'est guère que de 15 000, exclusivement dans le Schleswig du nord.

Une autre nationalité a été représentée une fois au Reichstag, c'est la lithuanienne. Au parlement de 1898, un candidat de cette nationalité avait été élu à Memel dans la Prusse orientale, mais la circonscription ne lui est pas demeurée fidèle.

Quant aux guelfes du Hanovre et du Brunswick, leur opposition est plutôt dynastique que nationale. Jusqu'aux dernières élections, ils disposaient constamment de plusieurs mandats ; mais en 1907, leur effectif est réduit à l'unité. Vaincus par les nationaux-libéraux surtout, ils ne conservent que la circonscription de Göttingen-Münden. Ils ont encore dans le Hanovre 69 000 voix ou 12,80 % des suffrages exprimés. Mais dans le Brunswick le sentiment guelfe ne paraît pas avoir été exalté par la question de la succession au trône : les guelfes n'ont que 5 % à peine des voix.

Nous avons terminé cette étude, encore trop courte pour donner un aperçu exact de la vie politique allemande. Elle suffit au moins à nous faire voir combien est complexe la physionomie du Parlement allemand, combien différente de celle du nôtre ou du Parlement britannique. Mais, tel qu'il est, le Reichstag est bien aussi l'image de l'Allemagne, des Allemagnes, comme disaient nos anciens diplomates avec justesse. La variété subsiste aujourd'hui comme jadis, mais elle n'exclut pas — ce serait puéril et dangereux de le croire — la puissante unité.

Paul MEURIOT.

* * *

Comme complément à cette étude, nous avons dressé le tableau suivant qui donne pour chaque Reichstag, depuis 1871, le total des voix et des sièges obtenus par les différents partis. Outre qu'il est un appendice naturel de notre article, il pourra être utile à ceux qui voudront se renseigner sur l'état politique de l'Allemagne contemporaine.

